

•
Rue Van Hoorde 33
B-1030 Bruxelles
Tél. : (32-2) 240.11.45
Fax : (32-2) 245.19.33
E-mail : l.mampaey@grip.org
Site Web: <http://www.grip.org>

extrait de : Anne Peeters et Denis Stokkink (sous la direction de), *Mondialisation : comprendre pour agir*, n° 256-257, Coédition GRIP – Editions complexes, Bruxelles, 2002.

Paix des marchés, permanence de la guerre

Luc Mampaey

1. Un filet de sécurité pour l'économie de marché

Les relations entre puissance militaire et mondialisation – ou « globalisation » selon la traduction littérale du terme anglo-saxon – restent un domaine encore largement inexploré, mais également sous-estimé par les mouvements militant pour une autre conception des échanges internationaux qui serait *fondée sur des principes de solidarité, de coopération, et de commerce équitable*¹.

Dans le prolongement de la globalisation économique et financière conduite par quelques multinationales et institutions, la puissance militaire est pourtant elle aussi engagée dans un vaste processus de globalisation et d'expansion, un processus auquel les événements du 11 septembre 2001 donneront par ailleurs un effet de levier considérable.

Au lendemain de la Guerre froide, les industries de l'armement ont dû affronter un double constat – leur surcapacité ainsi que la croissance exponentielle du coût des programmes d'armement – les forçant à se restructurer en conséquence. De même, les organisations de sécurité étaient amenées soit à constater leur obsolescence et donc décider de se dissoudre, soit à se redéfinir un rôle et des missions dans un environnement géostratégique profondément

1. «Appel d'économistes pour une autre mondialisation», *Le Courriel d'information* n° 279, pp. 1-2, 2 novembre 2001, <http://attac.org/listfr.html>.

transformé. Simultanément, les bouleversements apportés par les technologies de l'information dans les échanges mondiaux et surtout la franchise totale dont bénéficie le capital financier [Chenais, Plihon *et alii*, 2000] ont donné une nouvelle impulsion aux processus de mondialisation.

Cette mondialisation dominée par la finance et fondée sur la suprématie du marché et la libéralisation des échanges ne contribue en aucune façon, contrairement à ce qu'affirment avec démagogie les brochures de l'OMC ², à *maintenir la paix, à abaisser le coût de la vie et à accroître les revenus*. La mondialisation telle qu'elle se dessine aujourd'hui ne se traduit nullement par une convergence vers des conditions de vie meilleures partout dans le monde. Elle augmente au contraire les disparités et aggrave la pauvreté d'une partie croissante de la population mondiale. Les Etats-Unis et l'Union européenne apparaissent jusqu'ici comme des îlots de prospérité, mais bien fragiles toutefois, car la montée des inégalités sociales pourrait rapidement transformer ces édens en de nouvelles poudrières. Une mondialisation inégale, ignorant les identités culturelles et les enjeux d'un développement durable, et poussée au pas de charge par une superpuissance hégémonique et autoritaire, sera inévitablement défiée et génératrice de nouveaux risques sécuritaires.

En dépit de ces risques, les affaires doivent se poursuivre, le marché doit s'étendre et le capital doit prospérer. Et manifestement, la réponse prédominante à ces nouvelles menaces secrétées par le caractère inégal de la mondialisation n'est pas d'apporter davantage de solidarité et de justice sociale, mais bien de développer une nouvelle dynamique de militarisation censée offrir aux entreprises un large filet de sécurité – physique, économique et technologique – pour faciliter leurs activités transnationales dans un environnement qui leur sera souvent hostile. Les industries de l'armement et les organisations militaires – le complexe militaro-industriel – y trouveront largement leur compte.

Trois questions essentielles méritent donc d'être approfondies. Premièrement, par quels mécanismes le complexe militaro-industriel issu des restructurations des années 90 est-il renforcé par la convergence d'intérêts entre les objectifs globaux de la mondialisation économique et financière, et les objectifs d'expansion et de pérennité des structures militaires ? Deuxièmement, quel rôle les dépenses militaires, les industries de l'armement, et

2. OMC, « 10 avantages du système commercial de l'OMC », http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/10ben_f/10b00_f.htm

les forces armées et de police auront-elles à jouer dans l'économie globale et comment sont-elles appelées à créer ce filet de sécurité ? Et enfin, troisièmement, quelles stratégies pouvons-nous développer pour infléchir cette logique de militarisation ?

Cet article a pour objectif de contribuer à apporter des réponses, en analysant les transformations des principaux acteurs du complexe militaro-industriel au cours de ces dix dernières années, et en décodant l'information qu'ils véhiculent.

2. La mondialisation, génératrice d'insécurité

Selon une étude réalisée par le *Swedish International Development Corporation Agency*, 111 conflits armés se sont produits dans le monde au cours de la période 1986-2000 [Wallensteen et Sollenberg, 2001]. Trente-trois étaient encore en cours durant l'année 2000. Ces conflits sont très majoritairement internes, des guerres civiles, et non des guerres entre Etats. Citant les études du PRIO (*Peace Research Institute Oslo*), Susan George a relevé que ceux-ci partageaient tous, pour l'essentiel, les mêmes caractéristiques [George, 1999a] :

- ils surviennent principalement dans des pays pauvres où l'agriculture est encore la principale contributrice au PNB ;
- les guerres civiles sont fréquemment associées à des facteurs environnementaux tels que la dégradation des sols, les pénuries d'eau et la forte densité de population ;
- il existe une forte corrélation entre le niveau élevé de la dette extérieure et l'incidence d'une guerre civile ;
- la chute dans les revenus des exportations de matières est souvent associée au déclenchement d'une guerre civile.

La mondialisation financière accentue chacune de ces caractéristiques [George, 1999a], et génère de nouveaux risques sécuritaires pour la zone euro-atlantique. Ces nouveaux risques sécuritaires sont parfaitement intégrés dans le nouveau Concept stratégique de l'OTAN qui établit sans ambiguïté, comme nous le verrons, le lien entre les aspects économiques, politiques et militaires de la mondialisation en confirmant que toute atteinte à la liberté d'appropriation et de circulation des biens et des ressources constitue une atteinte à la sécurité

des Etats membres et peut dès lors justifier une intervention militaire de l'OTAN, en n'importe quel lieu de la planète.

En d'autres occasions déjà, les autorités américaines avaient été très claires sur cette conception de la sécurité globale. Dès 1996, à plusieurs reprises, le secrétaire au Commerce de l'administration Clinton, Mickey Kantor, affirmait le lien étroit entre la sécurité militaire et la sécurité économique des Etats-Unis :

*« The days of the Cold War, when we sometimes looked the other way when our trading partners failed to live up to their obligations, are over. National security and our national economic security cannot be separated [Kantor, 1996a]. »*³

*Combined with the end of the Cold War and breathtaking technological innovation, we are confronting economic and social challenges that now link our national and economic security. We can no longer separate America's economic success from our strategic or political concerns at home and abroad. Keeping America economically strong and vital is and will be a national security issue [Kantor, 1996b]. »*⁴

Dans le même esprit, John P. White, ancien secrétaire d'Etat adjoint à la Défense, évoquait en 1999 les menaces qui pouvaient résulter du processus de globalisation, insistant sur la nécessité de renforcer l'OTAN pour y faire face, tout en dénonçant les réticences de l'Europe à suivre sans réserve les Etats-Unis⁵ :

« The threats [résultant de la mondialisation] come from many directions, such as rogue states that ignore the rule of international law, the spread of weapons of mass destruction, artificial trade barriers, and interruption to the distribution of

3. Traduction libre : « Le temps de la guerre froide, lorsque nous faisons mine de regarder ailleurs quand nos partenaires commerciaux manquaient à leurs obligations, sont terminés. La sécurité nationale et notre sécurité économique ne peuvent être séparés. »

4. Traduction libre: « En même temps que la fin de la guerre froide et une innovation technologique stupéfiante, nous sommes confrontés à des défis économiques et sociaux qui lient maintenant notre sécurité nationale et économique. Nous ne pouvons plus désormais séparer le succès économique de l'Amérique de ses intérêts stratégiques et politiques sur le territoire et à l'étranger. Maintenir l'Amérique économiquement forte et énergique est et sera une question de sécurité nationale. »

5. John P. White, dans son introduction à GOMPERT David C., KUGLER Richard L., et LIBICKI Martin C., *Mind the Gap : Promoting a transatlantic revolution in military affairs*, Institute for National Strategic Studies, National Defense University Press, Washington D.C., 1999, p. X.

*critical supply such as oil. Given their importance, the United States has concentrated its national security policy (entitled “A National Security Strategy of Engagement and Enlargement”) on these dangers. Unfortunately, the Europeans have been reluctant to pursue a similar course. »*⁶

Mais laissons donc quelques instants ces figures de premier plan de la politique américaine, et entrons dans les coulisses. C’est en effet dans les *think tanks* du DoD que les déclarations «à l’emporte-pièce» de certains experts américains révèlent le mieux le sens profond des positions de leur administration. On ne peut donc passer sous silence une citation du major Ralph Peeters, aujourd’hui colonel à la retraite, mais à l’époque attaché à l’*Office of the Deputy Chief of Staff for Intelligence* et responsable des études sur la *Future Warfare*. Mieux que tous, il résume la complémentarité entre les instruments économiques et militaires au service de la mondialisation [Peeters, 1997] :

*« The de facto role of the US armed forces will be to keep the world safe for our economy and open to our cultural assault. To these ends we will do a fair amount of killing. »*⁷

Les militaires ont au moins ce mérite, ils parlent rarement la langue de bois des politiques... Examinons donc comment les principaux acteurs du complexe militaro-industriel se sont adaptés à ce programme.

3. Le « marché », clé pour la paix ?

Dans le contexte de l’affirmation de l’idéologie néolibérale à l’échelle planétaire, les principes de *corporate governance*, c’est à dire l’ensemble des mécanismes par lesquels les sociétés sont dirigées et contrôlées, ont rapidement trouvé leur corollaire au sein des institutions internationales.

6. Traduction libre : « Les menaces viennent de plusieurs directions, comme des Etats « renégats » qui ignorent les règles du droit international, de la prolifération des armes de destruction massive, des barrières commerciales artificielles, et de l’interruption de la distribution des approvisionnements cruciaux tels que le pétrole. Etant donné leur importance, les Etats-Unis ont concentré leur politique de sécurité nationale (intitulée « Une stratégie de sécurité nationale d’engagement et d’élargissement ») sur ces dangers. Malheureusement, les Européens sont réticents à suivre une voie similaire. »

Les termes du rapport rédigé en mai 2000 par les experts de la Banque mondiale, en collaboration avec la Commission européenne, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et d'autres institutions internationales, en vertu du mandat que leur donnait l'article 41 du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, sont à cet égard exemplaires. Le concept de *good governance* introduit à cette occasion par les experts des institutions financières internationales⁸, cédant le pas aux traditionnels ajustements structurels, témoigne à quel point les solutions mercantiles sont considérées comme la clé du processus de reconstruction et de développement de la région des Balkans.

Le ton était en réalité donné dès le 23 février 1999 par le *Interim Agreement for Peace and Self-Government in Kosovo* imposant les principes de l'économie de marché au Kosovo: « *The economy of Kosovo shall function in accordance with free market principle.* »⁹

C'est dans le même esprit que, quelques mois plus tard, le Plan de stabilité pour l'Europe du Sud-Est adopté au sommet de Cologne du 10 juin 1999, exalte les principes du néolibéralisme comme autant de conditions pour «encourager la paix, la démocratie, le respect des droits de l'homme et la prospérité économique » dans la région¹⁰ :

III. Objectifs

...

- créer des économies de marché dynamiques, reposant sur des politiques macro-économiques saines, des marchés ouverts à des échanges extérieurs en forte expansion et à des investissements du secteur privé, des régimes douaniers et des réglementations commerciales efficaces et transparentes, mettre en place des marchés de capitaux solides et diversifier la propriété, notamment en développant la privatisation, afin que la prospérité bénéficie à tous nos concitoyens ;

7. Traduction libre : « Le rôle *de facto* des forces armées américaines sera de maintenir le monde sûr pour notre économie et ouvert à notre assaut culturel. A ces fins, nous commettrons une bonne quantité de tueries. »

8. The World Bank, *The Road to Stability and Prosperity in South Eastern Europe : A Regional Strategy Paper*, 1^{er} mars 2000, p. 94.

9. *Interim Agreement for Peace and Self-Government in Kosovo*, 23 février 1999, Chapitre 4a (Economic Issues), article 1. « L'économie du Kosovo devra fonctionner en accord avec les principes de libre marché. »

10. *Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est*, Cologne, 10 juin 1999, articles 9 et 10.

Sans surprises, les institutions financières internationales et les grandes firmes transnationales partagent plus que jamais un même système de normes et de valeurs, consacrant définitivement les vertus du marché en tant qu'élément stabilisateur et de progrès.

Les unes et les autres pourront, si besoin en était, compter sur l'appui de la force militaire pour atteindre leurs objectifs. Ce qui n'est pas en soi un élément nouveau. L'élément neuf, depuis que le monde industrialisé – sorti des grandes guerres meurtrières et des quarante années de Guerre froide qui ont marqué le vingtième siècle – n'est plus menacé dans son intégrité territoriale, c'est que cette alliance objective de la finance et de l'armement donne dorénavant aux organisations militaires leur raison principale d'exister, sinon la seule. Elles intègrent désormais explicitement toutes les entraves au développement de l'économie de marché à leur liste des *casus belli*.

Ainsi l'OTAN, dans son nouveau Concept stratégique adopté lors du sommet de Washington en avril 1999 (un sommet d'ailleurs partiellement financé par les plus grandes entreprises américaines), inclut parmi les risques auxquels est exposée la sécurité de l'Alliance... *les rivalités ethniques ou religieuses, des litiges territoriaux, l'inadéquation ou l'échec des efforts de réforme...*¹¹

Que faut-il comprendre par « l'inadéquation des réformes » ? Indubitablement, l'esprit de cet article condamne implicitement toute réforme ou mode de gouvernance non conforme aux exigences néolibérales du développement de l'économie de marché. Dans cette nouvelle approche globale de la sécurité énoncée par le Concept stratégique de l'OTAN qui reconnaît *l'importance des facteurs politiques, économiques, sociaux et environnementaux en plus de l'indispensable dimension de défense*¹², les industries de l'armement sont appelées à jouer un rôle essentiel.

4. « *What is good for Lockheed Martin is good for the World* »

Le jeu des fusions-acquisitions a, depuis quelques décennies, considérablement réduit le nombre de compétiteurs dans la plupart des secteurs d'activité. Le secteur énergétique, la

11. OTAN, *Le Concept stratégique de l'Alliance*, approuvé par les chefs d'Etats et de gouvernements participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Washington les 23 et 24 avril 1999, article 20.

construction aéronautique, l'informatique et les technologies de l'information ou encore l'industrie pharmaceutique sont dominés par une poignée de groupes qui transcendent les frontières nationales et accumulent une puissance financière largement supérieure à celle de la plupart des Etats dans lesquels ils opèrent. Si l'on compare le chiffre d'affaires des plus grandes multinationales et le PNB des pays les plus riches, on observera en effet que, sur les 100 premières économies mondiales, 51 sont des sociétés de capitaux et 49 sont des pays [Anderson et Cavanagh, 2000]. Les industries de l'armement n'échappent pas à ce phénomène aigu de concentration et de course au gigantisme.

Le président Dwight Eisenhower, lors de son dernier discours présidentiel en 1961, avait mis en garde les citoyens américains contre le pouvoir et l'influence grandissante de ce qu'il avait nommé le « complexe militaro-industriolo-parlementaire »¹³. Par ce terme nouveau, Eisenhower ne dénonçait pas seulement la croissance et l'importance démesurée des industries de l'armement, mais surtout les collusions qui existaient entre ces industries, le Pentagone, et les décideurs politiques et militaires. Quarante ans plus tard, la fin de la Guerre froide et les avancées de la mondialisation ont redonné tout son sens à cette expression, jusqu'ici surtout réservée au lexique des mouvements pacifistes.

Aux Etats-Unis, cinq grands conglomérats ont émergé des vagues successives de fusions et acquisitions enregistrées depuis le début des années 90. Lockheed-Martin, Boeing, Raytheon, Northrop-Grumman et TRW occupaient respectivement les deux premières et les quatrième, cinquième et treizième places au classement mondial des entreprises selon le chiffre d'affaires réalisé dans la défense en 1999 (tableau 1).

L'Europe aussi a désormais ses propres géants de la défense. BAe Systems, issu de la fusion de British Aerospace et de GEC Marconi Defence Electronics en février 1999, a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 204 milliards d'euro en 1999, dont 77% dans l'armement. La nouvelle société EADS (European Aeronautic Defense and Space), résultat de la fusion du français Aerospatiale-Matra, de l'allemand Daimler Chrysler Aerospace et de l'espagnol CASA, affiche quant à elle pour 1999 un chiffre d'affaires dépassant les 22 milliards d'euro.

12. OTAN, *op.cit.*, Article 25.

13. Dans le brouillon de son dernier discours à la Nation en 1961, le président Eisenhower faisait en réalité référence à la triade militaire-industrie-Congrès pour dénoncer leur collusion. Il décida finalement d'épargner au Congrès cette accusation frontale, raison pour laquelle l'Histoire n'a retenu que sa dénonciation du complexe

Ces deux nouveaux groupes européens bousculent donc sensiblement le classement indiqué dans le tableau ci-dessus. Aujourd'hui dans le peloton des cinq plus importantes compagnies des secteurs de l'aéronautique, du spatial, de l'électronique et de la défense, elles symbolisent parfaitement ce mouvement de regroupement et de rationalisation et ne cachent pas leur ambition de devenir des firmes globales, notamment en multipliant les relations transatlantiques.

Tableau 1. Les 12 plus importantes entreprises productrices d'armements
(en millions de dollars, en 1999)

	Entreprise	Pays	Chiffre d'affaires en 1999	% du chiffre d'affaires réalisé dans l'armement	Chiffre d'affaires réalisé dans l'armement	Emploi total
1	Lockheed Martin	USA	25.530	70	17.930	149.000
2	Boeing	USA	57.993	27	15.600	197.000
3	Bae System	UK	20.050	77	15.470	71.150
4	Raytheon	USA	19.841	58	11.530	105.300
5	Northrop Grumman	USA	8.995	79	7.070	44.600
6	General Dynamics	USA	8.959	62	5.550	43.400
7	Thomson-CSF	France	7.340	56	4.080	48.920
8	Litton	USA	5.592	70	3.910	40.800
9	United Technologies UTC	USA	24.996	14	3.480	148.300
10	Aérospatiale Matra *	FR	13.743	24	3.300	52.390
11	Daimler Chrysler Aerospace (DASA) *	D	9.792	31	3.040	46.110
12	IRI	It	23.945	13	3.000	108.970
	Total		226.776	-	93.960	1.055.940

* en octobre 1999, Aérospatiale Matra et Daimler Chrysler Aerospace (DASA) fusionnent pour former, avec l'espagnol CASA, la compagnie EADS (European Aeronautics Defense and Space) qui devrait désormais figurer dans le Top 5 des principaux producteurs d'armement.

Source : SIPRI Yearbook 2001.

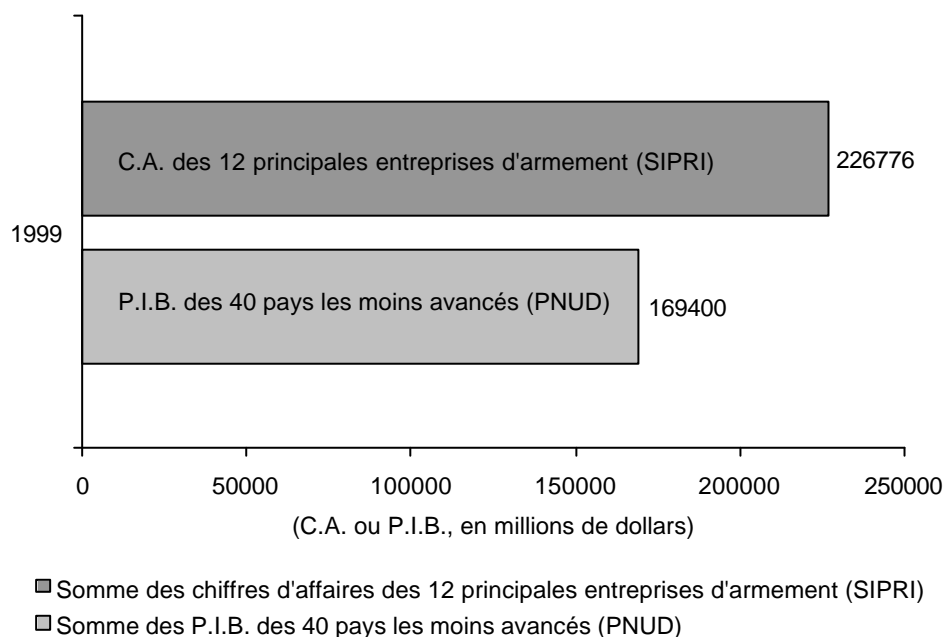
Ces nouvelles entités industrielles transnationales ignorent les frontières et sont en voie d'acquérir une puissance financière et un pouvoir d'influence suffisants, non seulement pour mettre les Etats en concurrence pour l'établissement de leurs sièges sociaux, unités de production ou centres de recherche, mais aussi pour orienter, voire dicter aux gouvernements – qui sont leurs principaux clients –, des politiques de défense et des programmes

militaro-industriel (qu'il avait du reste lui-même contribué à mettre en place, comme nous le rappelle Claude Serfati dans son article, p. #).

d'équipements qui soient conformes à leurs intérêts. A l'élargissement de leur périmètre d'activité correspond donc aussi l'accroissement du risque de les voir en mesure d'agir sans l'aval de leurs gouvernements. Il s'agit là d'une évolution qui, dans un système capitaliste qui «*prêche toujours la théologie de la consommation*» [Fontanel, *in* Hébert, 1998, p. 22], soulève des inquiétudes légitimes dès lors qu'il s'agit de production d'armement.

En outre, les ressources de ces groupes industriels dépassent de loin celles de la plupart des économies émergentes et des pays les plus pauvres, ce qui biaisera forcément les termes des relations que ces groupes entretiennent ou pourraient entretenir avec ces pays. La figure 1 illustre ce déséquilibre : les 12 principales entreprises d'armement (1 million d'emplois) totalisent un chiffre d'affaires de loin supérieur à la somme des PIB des 40 pays les moins avancés ¹⁴ qui doivent, eux, subvenir aux besoins vitaux de 609 millions d'individus.

Figure 1. Douze entreprises d'armement plus riches que les quarante pays les moins avancés



Sources : *SIPRI Yearbook 2001* et Rapport 2001 du *Programme des Nations unies pour le développement* (PNUD).

14. Selon la classification du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Rapport 2001 : Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Congo RDC, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Haïti, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, Rép. centrafricaine, Rép. dém. pop. Laos, Rwanda, Samoa Occidentale, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Yémen, Zambie.

« *What is good for General Motors is good for the country* »¹⁵ déclarait en 1952 Charles Wilson, *Chief Executive Officer* de General Motors (aujourd'hui premier groupe mondial avec un chiffre d'affaires de 177 milliards de dollars en 1999), devant le Comité des forces armées du Sénat américain. L'expression résume toujours à la perfection la conviction des leaders industriels selon laquelle les méga-fusions sont indispensables pour survivre et dominer sur le marché global. Conviction du reste partagée par les institutions financières internationales dont ils ont obtenu une libéralisation des politiques de commerce et d'investissement leur permettant de poursuivre les objectifs de maximisation des profits sur la scène internationale. Au point que, quelque cinquante années plus tard, nous pouvons sans hésitation résumer le point de vue de l'industrie de l'armement en paraphrasant Charles Wilson : en 2002, « *What is good for Lockheed-Martin is good for the world.* »

5. La métamorphose de l'OTAN

Depuis le milieu des années 90, les Etats-Unis se sont imposés comme l'unique puissance mondiale et entendent bien maximiser et pérenniser cette puissance par l'instauration d'un ordre « légitime » et efficace fondé sur la suprématie militaire. Dans un monde devenu unipolaire, cette hégémonie absolue et égoïste des Etats-Unis, imposée au mépris de ses alliés comme de ses ennemis, mais aussi des traités internationaux (notamment en matière de contrôle des armements), sera inévitablement défiée et contestée en de nombreux endroits de la planète [Walker, 2000].

Par étapes successives et sous l'impulsion des Etats-Unis promoteurs du « nouvel ordre mondial », l'organisation atlantique a donc élargi et adapté ses objectifs aux changements économiques et géopolitiques. Dès le sommet de Rome en novembre 1991, l'OTAN a introduit une conception « élargie » de la sécurité à partir de laquelle elle s'assigne de nouvelles tâches axées sur sa capacité à « stabiliser » toutes les régions voisines des Etats membres, avec pour conséquence opérationnelle la nécessité de se doter de capacités de défense flexibles et mobiles permettant d'intervenir dorénavant « hors zone » atlantique [Ravenel, 2000].

15. Traduction libre : « Ce qui est bon pour General Motors est bon pour le pays. »

De façon plus claire encore, la Déclaration finale relative au nouveau Concept stratégique adopté par les chefs d'Etats et de gouvernements participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord, tenue à Washington les 23 et 24 avril 1999, réaffirme à son tour en plusieurs endroits le caractère global et immuable des objectifs de l'Alliance :

§24. Toute attaque armée contre le territoire des Alliés, de quelque direction qu'elle vienne, serait couverte par les articles 5 et 6 du Traité de Washington. Cependant, la sécurité de l'Alliance doit aussi s'envisager dans un contexte global. Les intérêts de sécurité de l'Alliance peuvent être mis en cause par d'autres risques à caractère plus général, notamment des actes relevant du terrorisme, du sabotage ou du crime organisé, et par la rupture des approvisionnements en ressources vitales. De grands mouvements incontrôlés de population, résultant en particulier de conflits armés, peuvent également poser des problèmes pour la sécurité et la stabilité de l'Alliance. Des arrangements existent au sein de l'Alliance qui permettent aux Etats membres de se consulter conformément à l'article 4 du Traité de Washington et, le cas échéant, de coordonner leurs efforts, notamment face à des risques de cette nature.

§25. L'Alliance est attachée à une approche globale de la sécurité, qui reconnaît l'importance des facteurs politiques, économiques, sociaux et environnementaux en plus de l'indispensable dimension de défense [...]

§31. Poursuivant sa politique de maintien de la paix, de prévention de la guerre, et de renforcement de la sécurité et de la stabilité, et comme prévu dans les tâches de sécurité fondamentales, l'OTAN s'efforcera, en coopération avec d'autres organisations, de prévenir les conflits ou, si une crise se produit, de contribuer à sa gestion efficace, conformément au droit international, ce qui inclut la possibilité de conduire des opérations de réponse aux crises ne relevant pas de l'article 5 [du Traité de Washington de 1949].

Dix ans après la chute du mur de Berlin, l'OTAN devait impérativement se redonner une nouvelle légitimité. En redéfinissant d'une manière extrêmement large sa liste de *casus belli*, du terrorisme au rupture d'approvisionnement en passant les flux massifs de populations et les

problèmes environnementaux, les chefs d'Etats et de gouvernements ont donné à l'Alliance un mandat explicite pour intervenir en tout lieu et en tout moment dès que leurs intérêts économiques sont menacés.

6. Les forces armées et de police, gardiennes du temple

Toutes les armées occidentales ont au cours de ces dernières années connu des vagues successives de restructuration plus ou moins importantes. Réductions drastiques d'effectifs, suppression de la conscription, efforts de flexibilité, de mobilité et interopérabilité, toutes ces mesures étaient bien entendu motivées par la réévaluation de la menace après la déliquescence de l'empire soviétique mais aussi par des impératifs budgétaires.

Les nouvelles missions assignées aux forces armées ont été traduites en termes assez similaires dans la plupart des capitales européennes : aide à la nation, aide humanitaire, maintien de la paix, vérification des accords de désarmement, etc. En d'autres termes, une redéfinition qui donnait désormais aux forces armées l'allure d'une sympathique association de diplomates, de policiers ou d'agents humanitaires, et présentait en outre l'énorme avantage de s'assurer le soutien de l'opinion publique (ou du moins de ne pas susciter son hostilité).

Mais la modernisation des forces armées poursuit aussi d'autres objectifs. De manière plus ou moins explicite selon les pays, les militaires se voient aussi confirmés dans une fonction « d'agents de sécurité » d'un système de production mondialisé. La Belgique n'échappe pas à la tendance. Partant du constat de « *la généralisation progressive du libéralisme économique* [...] », le « Plan de modernisation » présenté le 12 mai 2000 par le ministre Flahaut ¹⁶ relève que « *ce passage d'un système à l'autre n'a pas été unanimement apprécié (...)* et que *ces difficultés constituent un danger non seulement pour l'implantation d'un régime démocratique dans ces pays mais également pour la stabilité des zones proches* » ¹⁷. Mais tandis que l'Europe tourne autour du pot pour définir le rôle de gardiens du temple de nos militaires, nul besoin, au contraire, de savoir lire entre les lignes pour comprendre ce qu'est désormais le « Big Business » de l'armée des Etats-Unis...

16. André Flahaut, Le plan stratégique pour la modernisation de l'Armée belge 2000-2015 – Propositions concrètes pour entrer dans le XXIème siècle, mai 2000, p. 7.

*« The hidden hand of the global market would never work without the hidden fist. And the hidden fist that keeps the world safe for Silicon Valley's technologies to flourish is called the United States Army, Air Force, Navy and Marine Corps (with the help, incidentally, of global institutions like the U.N. and the International Monetary Fund). And those fighting forces and institutions are paid for by all tax dollars that Washington is "wasting" every years. » [Friedman, 1998]*¹⁸

Cette opinion est celle d'un éditorialiste du New York Times, agacé par le mépris dont témoignent les cerveaux de la haute technologie de la Silicon Valley à l'égard de l'administration et des institutions, à leurs yeux trop dispendieuses et improductives. Le Pentagone a bien compris le message, et n'épargne aucun effort pour s'adapter au rôle qui lui est dorénavant dévolu dans le nouvel ordre mondial. Le Pentagone a su en tirer parti, transformer son image, et se présenter sous un jour nouveau à la population. Le département américain de la Défense (DoD) se définit aujourd'hui comme une entreprise, un partenaire de l'industrie, le garant de l'expansion des marchés pour les technologies de la Silicon Valley.

Dans un document récent¹⁹, se comparant aux plus grandes multinationales du moment, le DoD se considère comme « la plus ancienne, la plus importante, la plus active, et la plus prospère » des entreprises américaines, dont les « actionnaires » sont, bien entendu, tous les citoyens américains (cf. figure 2).

17. Implicitement, ce rapport ministériel suggère donc que les entraves à la généralisation du libéralisme économique sont une menace pour la transition vers un régime démocratique et la stabilité régionale.

18. Traduction libre : « La main cachée du marché ne fonctionnerait jamais sans un poing caché. Et le poing caché qui maintient le monde en sécurité pour permettre aux technologies de la Silicon Valley de prospérer s'appelle l'armée des Etats-Unis, l'Air Force, la Navy, et le corps des Marines (avec l'aide, incidemment, d'institutions globales telles que les Nations unies et le Fonds monétaire international). Et ces forces combattantes et institutions sont payées avec tous les dollars de taxes que Washington « gaspille » chaque année. »

19. U.S. Department of Defense, *Big Business Are Us*, DoD 101, Introduction to the United States Department of Defense, 30 juin 2000, <http://www.defenselink.mil/pubs/dod101/index.html>

Figure 2. Extraits de *“Introduction to the United States Department of Defense”*



*... if you look at us in business terms, many would say we are not only America's largest company, but its busiest and most successful ...[US DoD, 2000]*²⁰

Entreprise	Budget/Chiffre d'affaires* (en milliards USD)	Emplois*	Bases/Sites*
DoD	270	2 043 000	588
Exxon-Mobil	165	123 000	117
Ford	163	345 000	183
GM	144	388 000	358
GE	112	340 000	350

* 1999 Fortune 500 & corporate data

*... If the President is our CEO and the Congress is our Board of Directors, then our stockholders are the American people. And they know us pretty well since almost everyone's had a family member or buddy who used to -- or still does -- work for us. We exist to protect these citizen stockholders. Without their support we'd go out of business ...[US DoD, 2000]*²¹

Source : U.S. Department of Defense (2000), <http://www.defenselink.mil/pubs/dod101/index.html>

Les « nouveaux ennemis », cependant, ne viennent plus seulement de l'extérieur des frontières. Dans sa conception dominante, la mondialisation exige que le maintien de l'ordre

20. Traduction libre : « si vous nous regardez en termes de business, beaucoup diront que nous ne sommes pas seulement la plus grande compagnie américaine, mais aussi la plus active et la plus brillante. »

21. Traduction libre : « ... Si le Président est notre Directeur général et le Congrès notre Conseil d'administration, alors nos actionnaires sont le peuple américain. Et il nous connaissent parfaitement bien, étant donné que presque chacun a un membre de sa famille ou un copain qui a travaillé – ou qui travaille encore – pour nous. Nous existons pour protéger ces actionnaires. Sans leur soutien, nous serions en faillite ... »

soit désormais un *continuum* : international, national et local. Les ennemis extérieurs et intérieurs tendent à se confondre.

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, certains n'ont donc pas hésité à recourir aux amalgames les plus invraisemblables pour assimiler les contestations de la mondialisation à une menace pour la sécurité, jetant ainsi les bases d'une nouvelle forme de maccarthysme à l'encontre des dissidents du modèle néolibéral. Pour Robert Zoellick, représentant au Commerce de l'administration Bush, le lien intellectuel entre le terrorisme de Al Quaida et les opposants à l'OMC semble une évidence. S'exprimant le 24 septembre 2001 à l'Institut d'économie internationale de Washington, et faisant sienne la réflexion d'un chroniqueur local, Zoellick ose un raccourci assez sidérant :

« [...] As Peter Beinart of the *New Republic* pointed out, it is inevitable that people will wonder if there are intellectual connections with others who have turned to violence to attack international finance, globalization and the United States [...] This President and this Administration will fight for open markets and free trade. We will not be intimidated by those who have taken to the streets to blame trade – and America – for the world's ills [...] [Zoellick, 2001] ²²

Les évolutions technologiques dans le domaine de l'armement devraient le rassurer. En renonçant aux matériels lourds hérités de la guerre froide pour se doter d'équipements plus légers, mobiles et performants qui leur permettront de mener efficacement toute la gamme des missions dites de Petersberg ²³, les forces armées acquièrent *ipso facto* des armements adaptés aux techniques de maintien de l'ordre, de guerre urbaine et de répression, comme en témoignent les budgets considérables affectés aux préparatifs de *Urban Warfare* (notamment l'équipement des BCTs [*Brigade Combat Teams*] affectées aux opérations MOUT [*Military Operations in Urban Terrain*]) [Gourley, 2000].

22. Traduction libre : « Comme le note Peter Beinart du *New Republic*, il est inévitable que les gens se demandent s'il y a des connexions intellectuelles avec d'autres qui ont déclenché la violence vis-à-vis de la finance internationale, la mondialisation et les Etats-Unis... Notre Président et son administration lutteront pour l'ouverture des marchés. Nous ne nous laisserons pas intimider par ceux qui sont descendus dans la rue pour accuser le commerce – et les Etats-Unis – de tous les malheurs du monde. »

23. Les missions dites de Petersberg, du nom d'une colline proche de Bonn, sont issues d'une déclaration de l'UEO du 19 juin 1992. Elles ont été adoptées par l'UE à son conseil d'Helsinki en décembre 1999 et consistent en des missions humanitaires ou d'évacuation des ressortissants, des missions de maintien de la paix, des missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris des opérations de rétablissement de la paix. Le traité de Nice (*Journal Officiel des Communautés européennes* 2001/C 80/01) a prévu d'inclure explicitement ces « missions de Petersberg » dans le nouvel article 17 du traité de l'Union européenne.

Parallèlement, le développement de ces nouvelles générations d'armements – notamment dans le domaine de certaines armes dites « non létales » [Mampaey, 1999], développées aux Etats-Unis conjointement par le département de la Justice et celui de la Défense – conduit aussi à une militarisation des méthodes policières : l'exemple des « SWAT Teams » américains (*Special Weapons And Tactics*, des équipes spéciales d'intervention policière) est à cet égard révélateur.

Dans un contexte où se développe une contestation de plus en plus vive du modèle néo-libéral de la mondialisation, désormais symbolisée par les manifestations de Seattle en 1999 mais aussi par les violences policières de Gênes en 2001, il est légitime de s'inquiéter de la confusion croissante des missions et des moyens confiés tantôt aux opérations militaires internationales, tantôt aux dispositifs policiers locaux de maintien de l'ordre.

7. La production d'armements, exception aux dogmes néolibéraux

C'est aussi dans cette mutation du complexe militaro-industriel, et dans sa remarquable pérennité, que la rhétorique néolibérale, selon laquelle l'Etat n'a pas de rôle à jouer dans l'économie, révèle la seule exception qu'elle puisse tolérer : le soutien des industries de la défense par les gouvernements restera la règle, garantie d'ailleurs par l'article XXIII des accords de l'OMC. L'annexe 4 de l'Acte final du Cycle d'Uruguay ²⁴, adoptée à Marrakech le 15 avril 1994, stipule en effet au premier alinéa de son article XXIII que :

« Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée comme empêchant une Partie quelconque de prendre des mesures ou de ne pas divulguer des renseignements si elle l'estime nécessaire à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité, se rapportant aux marchés d'armes, de munitions ou de matériel de guerre, ou aux marchés indispensables à la sécurité nationale ou aux fins de défense nationale. »

24. OMC, Acte final du Cycle d'Uruguay, Annexe 4b (Accords commerciaux plurilatéraux : Accord sur les marchés publics), Article XXIII : Exceptions à l'accord. http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/final_f.htm

Pourquoi cette exception au dogme néolibéral du libre commerce ? Pour garantir aux Etats le droit d'assurer leur « sécurité nationale » ? Certainement pas, car cette conception « nationale » de la sécurité évoquée à l'article XXIII des accords de l'OMC a perdu toute sa pertinence dans le processus de globalisation actuel. Jusqu'il y a peu, l'importance du secteur public était la règle dans le secteur des industries de défense, considérées par les Etats comme le fondement de leur sécurité nationale et de leur souveraineté. Mais aujourd'hui, les intégrations horizontales, spectaculaires par leur ampleur et les volumes économiques concernés, ont engagé l'industrie de la défense dans un inexorable mouvement de privatisation et d'internationalisation. Le corollaire de cette évolution, c'est que les programmes actuels d'équipements de défense répondent bien moins à des impératifs de sécurité nationale qu'aux intérêts du capital financier des conglomérats évoqués ci-dessus, dominés par les grands investisseurs institutionnels au premier rang desquels figurent – même dans les groupes européens – les fonds de pensions américains.

L'exception de la sécurité dans les accords de l'OMC – une exception qui existe par ailleurs aussi au sein de l'Union européenne par le maintien de l'article 296 du traité d'Amsterdam ²⁵ – est d'une importance vitale pour l'industrie de l'armement. En maintenant à de hauts niveaux leurs dépenses publiques de défense, les pays industrialisés peuvent grâce à cette exception continuer à subsidier la recherche et le développement pour de nouveaux systèmes d'armes de hautes technologies, creusant d'une part l'écart technologique en dévalorisant d'autant plus vite le capital des économies qui ne peuvent suivre cette nouvelle course aux armements, et compensant d'autre part la faiblesse conjoncturelle des investissements de l'industrie civile.

Les Etats-Unis ont poussé cette stratégie à l'extrême. Comme le note l'économiste Seymour Melman, la politique de soutien à l'industrie de l'armement s'est avérée particulièrement coûteuse et négative pour la compétitivité américaine [Fontanel, 2000]. En dépit de cela, elle s'est poursuivie, car elle garantissait à terme un avantage technologique décisif et durable aux Etats-Unis : c'est dans cette logique que le programme de défense antimissiles trouve toute sa rationalité.

25. Reprenant les termes de l'article 223 du Traité de Rome du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, l'article 296 du Traité d'Amsterdam stipule en effet : « [...] tout Etat membre peut prendre les mesures qu'il estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité et qui se rapportent à la production ou au commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre ; ces mesures ne

8. Mondialiser la paix par le développement et la justice

« Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre. Du jour où tomberont les antagonismes des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles. »²⁶

Certes, cet antagonisme n'a plus le sens qu'il avait en 1848 ; certes, il s'exprime aujourd'hui davantage entre les nations qu'en leur sein. Il n'en est pas moins vrai que les conditions d'une paix universelle et durable qu'ambitionnaient de définir Marx et Engels dans le Manifeste du Parti communiste sont plus que jamais d'actualité.

Le paradoxe, c'est que le néolibéralisme s'obstine dans une voie similaire à celle où échoua le communisme : la réalisation d'un système de production mondialisé – mais sur une base totalement privatisée – opérant sur un marché global verrouillé par quelques multinationales réussissant la quintessence de la planification. Une sorte de «communisme privatisé », selon Jean-François Kahn²⁷, perversion absolue d'un vrai libéralisme fondé sur la concurrence, la diversité et la liberté d'entreprendre, mais surtout source d'inégalités dramatiques et d'une insécurité systémique.

Les organisations économiques internationales telles que l'OMC, le FMI, ou la Banque mondiale, au sein desquelles les États-Unis détiennent un pouvoir qui ne leur est plus contesté et dont la fonction essentielle est d'imposer des programmes qui soient en phase avec la mondialisation dominée par le capital financier, n'ignorent pas que la seule force coercitive dont elles disposent – les instruments économiques – ne sera pas suffisante pour assurer la stabilité de l'ensemble du système [Serfati, 2000].

La main cachée du marché ne peut pas opérer sans un poing caché [Friedman, 1998]. C'est ainsi qu'il faut analyser la métamorphose de l'OTAN depuis le début des années 90 et les profondes restructurations intervenues dans le complexe militaro-industriel, afin de

doivent pas altérer les conditions de la concurrence dans le Marché commun en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires [...] »

26. Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste* (1848).

27. Le Soir, 29 août 2001.

démontrer, *in fine*, que la puissance militaire, loin d'être marginalisée par la fin de la Guerre froide, demeure un élément essentiel des théories néolibérales de la mondialisation. Contrairement à ce qu'affirment ces théories, le capitalisme n'a pas besoin de paix pour prospérer, et c'est éventuellement par la force que la supériorité du marché est prête à s'imposer. L'OTAN se positionne ainsi de plus en plus comme l'un des rouages d'un « gouvernement mondial », puissant et indépendant de toute assemblée représentative qui en contrôlerait et limiterait l'action, et dominé sans partage par les Etats-Unis. Au sein de cet Etat supranational, créé par la mondialisation financière et disposant de ses appareils, de ses réseaux d'influence et de ses moyens propres, l'Alliance jouerait le rôle d'un ministère mondial de la Défense et de l'Intérieur, aux côtés de l'OMC, du FMI, de l'OCDE et de la Banque mondiale, réunissant en quelque sorte les compétences globales en matière de commerce, d'économie, de finances et de politiques sociales, tous parlant d'une seule voix pour exalter les « vertus du marché » [Ramonet, 1997].

Le nouveau Concept stratégique de l'OTAN, la restructuration des forces armées et de police, et la nouvelle économie de la défense articulée autour de quelques gigantesques conglomerats de production d'armements – respectivement bras armé et bras industriel de la mondialisation – apparaissent donc aujourd'hui clairement comme des réponses tant aux *exigences* de la mondialisation – c'est-à-dire le maintien, même par la force, de la stabilité et de la viabilité des réseaux commerciaux, financiers, de transport et d'énergie – qu'aux *conséquences* de celle-ci, c'est-à-dire la multiplication des conflits, entre Etats ou internes, qu'elle génèrera.

Plus largement, il est utile de rappeler que le modèle néolibéral de développement tel qu'il nous est asséné par les théoriciens de l'Université de Chicago – Friedrich von Hayek ²⁸, Milton Friedman ²⁹ ou leurs héritiers – et le modèle de sécurité internationale élaboré par les penseurs du *National War College* de Washington, ne sont pas des forces naturelles, inéluctables comme la force de gravité, et face auxquelles la condition humaine n'a qu'à s'incliner. Si cette pensée unique semble aujourd'hui s'être imposée (à force de millions de dollars pour la promouvoir) dans l'esprit d'un si grand nombre, tel un « acte de Dieu » pour reprendre l'expression de Susan George, comme l'unique modèle social, économique et

28. Friedrich von Hayek (1899-1992), économiste britannique d'origine autrichienne, longtemps professeur à l'Université de Chicago. Prix Nobel d'économie en 1974 (avec le suédois Gunnar Myrdal), il est connu pour ses vues conservatrices, non interventionnistes, et ses critiques de l'Etat social keynésien.

29. Milton Friedman, (1912-), économiste américain, professeur à l'Université de Chicago, Prix Nobel d'économie en 1976, théoricien de l'école monétariste.

sécuritaire possible, c'est parce que les grands prêtres du néolibéralisme ont compris mieux que quiconque le concept de l'hégémonie culturelle développé par Antonio Gramsci ³⁰ : si vous pouvez occuper la tête des gens, leur cœur et leurs bras suivront [George, 1999b].

La « financiarisation » et la militarisation de la société humaine ne sont pourtant pas des évolutions inévitables. Il est possible de sortir de la pensée unique, des alternatives réalistes existent. Dans sa recherche pour les définir, le mouvement pour une mondialisation alternative, fortement focalisé sur la spéculation financière, devrait aussi davantage prendre en compte la dynamique de militarisation qui accompagne la forme de mondialisation qu'ils dénoncent.

Gardons toutefois bien à l'esprit que toutes les luttes resteront vaines, notamment la vaste campagne menée contre le terrorisme international depuis le 11 septembre 2001, et que nous serons condamnés à une insécurité permanente et croissante, tant que nous tous, citoyens du monde riche, industrialisé et artisan de cette mondialisation, n'aurons pas gagné le combat le plus difficile : celui que nous avons à mener contre nous-mêmes, pour comprendre et admettre que notre prospérité ne peut se fonder éternellement sur la violence et une exploitation inique des ressources de la planète. Pour comprendre que le mode de vie que beaucoup se disent prêts à défendre par la force si nécessaire, a pour le reste du monde un coût inacceptable.

Il y a dix ans déjà, lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement en 1992 à Rio, les pays industrialisés ont rappelé qu'ils s'étaient engagés à porter l'aide au développement à 0,7% de leur PIB. Selon le PNUD, en 1990, les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE et les États-Unis consacraient respectivement 0,34% et 0,21% de leur PIB à l'aide au développement des pays les plus pauvres. Dix années plus tard, en 1999, l'apport du Comité d'aide au développement de l'OCDE se réduisait à 0,24% de son PIB des pays qui le composent, tandis que les États-Unis limitaient leur effort à 0,10%. Seuls quelques pays nordiques (la Suède, le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas) honoraient leurs engagements en 1999; partout ailleurs, l'objectif de Rio s'éloigne un peu plus chaque année.

30. Antonio Gramsci (1891-1937), intellectuel italien, fondateur du Parti Communiste italien (PCI) en 1921.

Tableau 2. Aide au développement et dépenses militaires

	Aide publique au développement nette reçue		Aide publique au développement nette versée		Dépenses militaires		Croissance annuelle du PIB par habitant
	<i>En % du PIB</i>		<i>En % du PIB</i>		<i>En % du PIB</i>		
	1990	1999	1990	1999	1990	1999	
Pays les moins avancés	11,6	7,0	-	-	-	-	0,8
CAD *	-	-	0,34	0,24	-	-	-
États-Unis	-	-	0,21	0,10	5,3	3,0	2,0
Belgique	-	-	0,46	0,30	2,4	1,4	1,4
France	-	-	0,60	0,39	3,6	2,7	1,1

* CAD = Comité d'aide au développement de l'OCDE

Source : Rapport 2001 du *Programme des Nations unies pour le développement* (PNUD).

Les nouvelles menaces – dont le terrorisme – se nourrissent principalement de ce profond déséquilibre entre l'instrument militaire, démesuré, et l'extrême pauvreté des instruments de prévention des conflits et d'aide au développement. La paix et la sécurité seront illusoire tant que chaque citoyen du monde n'aura pas un accès minimal à l'éducation, à la santé, à la culture, à un environnement de qualité, à des droits civiques et politiques, à tout ce qui conduit à un mode de vie décent, et que nous nous engagerons à respecter ... fût-il différent du modèle américain.

Bibliographie

ANDERSON Sarah and CAVANAGH John, *TOP 200 – The Rise of Corporate Global Power*, Institute for Policy Studies, www.ips-dc.org, 4 décembre 2000.

ARROW Kenneth J., "Globalization and its Implication for International Security", *The Newsletter of Economists Allied for Arms Reduction* (ECAAR), Volume 12, Number 3, novembre 2000.

CHESNAIS François, PILHON Dominique (coordonnateurs) *et alii*, *Appel des économistes pour sortir de la pensée unique : Les pièges de la finance mondiale, Diagnostics et remèdes*, Editions La Découverte et Syros, Alternatives économiques, Paris, 2000.

FONTANEL Jacques, « Globalization and Peace », *Pax Economica, Revue économique de la paix*, n°4, automne 2000.

FRIEDMAN Thomas L., "A Manifesto for the Fast World", *The New York Times*, 28 mars 1999.

FRIEDMAN Thomas L., "Foreign Affairs, Techno-Nothings", *The New York Times*, 18 avril 1998.

- GEORGE Susan, "The Corporate Utopian Dream", *The WTO and the Global War System*, Forum Proceedings, 28 novembre 1999a, www.indg.org.
- GEORGE Susan, "A Short History of Neo-Liberalism : twenty years of elite economics and structural change", paper presented at the Conference on *Economic Sovereignty in a Globalising World*, Bangkok, 24-26 mars 1999b.
- GOMPERT David C., KUGLER Richard L., et LIBICKI Martin C., *Mind the Gap : Promoting a transatlantic revolution in military affairs*, Institute for National Strategic Studies, National Defense University Press, Washington D.C., 1999.
- GOURLEY Scott, "US Army refines urban combat training; US Army selects medium armoured vehicle", *Janes Defence Weekly*, 22 novembre 2000.
- HEBERT Jean-Paul (dir.), *Etats et firmes d'armement en Europe*. Cahier d'Etudes Stratégiques 22, Groupe de sociologie de la Défense de l'EHESS, CIRPES, 1998.
- KANTOR Mickey, *Bribery and corruption impeding US business*, USIS, 6 mars 1996a.
- KANTOR Mickey, *US must continue to insist on fair trade*, USIS, 4 juin 1996b.
- MAMPAEY Luc, *Les armes non létales : une nouvelle course aux armements*, Les Rapports du GRIP, 99/1, Bruxelles, 1999.
- PETERS Ralph, "Constant Conflict", *Parameters*, U.S. Army War College Quaterly, Summer 1997, <http://carlisle-www.army.mil/usawc/parameters/97summer/peters.htm>
- RAMONET Ignacio, « Désarmer les marchés », *Le Monde Diplomatique*, décembre 1997.
- RAVENEL Bernard, « De l'ONU, victime de guerre à l'OTAN », *Les Etats-Unis s'en vont-ils en guerre*, ouvrage collectif, Coédition GRIP - Editions Complexe, Bruxelles, 2000.
- SERFATI Claude, *La mondialisation armée – Le déséquilibre de la terreur*, éditions Textuel, Paris, 2001.
- SERFATI Claude, « Au tournant du siècle : la nouvelle économie de l'armement », *Les Etats-Unis s'en vont-ils en guerre*, ouvrage collectif, Coédition GRIP - Editions Complexe, Bruxelles, 2000.
- STAPLES Steven, "The WTO and War : Making the Connection", *The WTO and the Global War System*, Forum Proceedings, 28 novembre 1999, www.indg.org
- WALKER William, « Les relations internationales dans un monde unipolaire », *Les Etats-Unis s'en vont-ils en guerre*, ouvrage collectif, Coédition GRIP - Editions Complexe, Bruxelles, 2000.
- WALLENSTEEN Peter et SOLLENBERG Margareta, "Armed Conflict 1989-2000", *Journal of Peace Research*, PRIO, volume 38, n°5, septembre 2001, pp; 629-644.
- ZOELLICK Robert, *American Trade Leadership : What is at Stake*, The Institute for International Economics, Washington D.C., 24 septembre 2001, <http://www.ustr.gov/speech-test/zoellick/index.shtml>



GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ



Rue Van Hoorde 33
B-1030 Bruxelles
Tél. : (32-2) 240.11.45
Fax : (32-2) 245.19.33
E-mail : l.mampaey@grip.org
Site Web: <http://www.grip.org>